

Le sous-développement de l'épargne retraite, un choix collectif français coûteux

Les bénéfices liés aux placements constituent un élément clef pour la rentabilité de l'épargne retraite ou les réserves des retraites par répartition. Faute d'en bénéficier aussi bien que ses voisins, la société française passe chaque année à côté de l'équivalent de 2,6 points de PIB de ressources. Une impasse coûteuse, qui contribue à la persistance d'un chômage élevé.

Comme les retraites par répartition, la capitalisation repose sur les cotisations des actifs. Mais contrairement à la répartition, les cotisations ne sont pas employées pour payer immédiatement les pensions des retraites. Elles sont placées, ce qui permet de les faire fructifier. Les placements permettent de financer des retraites plus attrayantes, sans avoir besoin d'appeler plus de cotisations retraites.

Lorsque les régimes de retraite montent en puissance, les bénéfices générés par les placements sont réinvestis dans l'entreprise qui les distribue ou dans d'autres actions ou obligations. Cela augmente les provisions ou les réserves des régimes de retraites. Cela permettra, à terme, de distribuer les pensions de retraites plus attrayantes que dans les régimes de retraite par répartition.

Lorsque les dispositifs de retraite sont en régime de croisière, les dividendes actions ou les coupons obligataires sont utilisés pour améliorer les pensions ou éviter d'avoir à les dégrader au gré de la démographie.

En France, les régimes de retraite par capitalisation, mais aussi les réserves des régimes de retraite par répartition, sont moins développées qu'ailleurs.

Ils ont accumulé moins de 20 % du PIB, ce qui représente un écart de plus de 60 % de PIB par rapport à la moyenne de l'OCDE.

Ce sous-développement a des conséquences sociétales majeures.

Chaque année, la collectivité française passe à côté d'une soixantaine de milliards d'euros de dividendes actions, de coupons obligataires ou de plus-values.

Ce manque-à-gagner représente 3 750 euros par retraité ou un cinquième des retraites distribuées selon une étude récente de l'Institut économique Molinari¹.

Si nous avons autant de fonds de pensions et de réserves que nos voisins, nous partagerions plus largement les dividendes actions, les coupons obligataires et les plus-values, en associant tous les actifs et les retraités à la croissance économique. Nous pourrions aussi faire le choix de distribuer les mêmes retraites qu'aujourd'hui, tout en baissant de 2,6 points la pression fiscale et sociale. Cela permettrait de réduire le coût du travail et de résorber le chômage endémique en France.

Etrangement, la réforme des retraites se proposait de démanteler ces mécanismes responsables, un contresens dans un pays souffrant d'un chômage endémique...

Des idées pour
un avenir prospère



Principaux plans d'épargne retraite, fonds de pensions et fonds de réserves des régimes de retraites par répartition français

	en milliards d'€ courants	en points de PIB	Chiffre à fin
Plans d'épargne facultatifs individuels (PER individuel, Prefon, Corem, CRH, Fonpel, RMC...)	51	2,2%	2017
Plans d'épargne facultatifs pour indépendants (Madelin, exploitants agricoles...)	46	2,0%	2017
Plans d'épargne d'entreprise (PER collectif, PER obligatoire...)	132	5,8%	2017
Capitalisations collectives obligatoires de la fonction publique (ERAFP, Sénat, Banque de France)	40	1,7%	2018
Capitalisation collective obligatoire du privé (Pharmaciens)	7	0,3%	2019
Réserves du régime par répartition de l'AGRIRC ARRICO	59	2,5%	2018
Fonds de réserve des Retraites (FRR)	33	1,4%	2018
Ensemble des dispositifs	369	16%	2017-19

Source : Institut économique Molinari à partir de DREES, ERAFP, Sénat, Banque de France, CAVP, AGIRC-ARRICO et FRR.

Manque à gagner Français consécutif au sous-développement de l'épargne retraite par capitalisation et des réserves des régimes de retraite par rapport aux pays de l'OCDE

Ecart Français par rapport aux pays de l'OCDE	Capitaux manquants en raison du sous-développement français		Rendement réel constaté dans l'OCDE (en % annuel, à partir des 10 dernières années)	Rendement manquant chaque année (dividendes, coupons et plus-values manquants)			
	en % du PIB	en milliards d'€		en % du PIB	en milliards d'€	en % des retraites	en € par retraité
Ecart vs moyenne simple OCDE	51	1 200	3,8	1,9	46	14%	2 819 €
Ecart vs moyenne pondérée OCDE	84	1 969	3,9	3,2	76	23%	4 682 €
Ecart vs milieu de fourchette	67	1 584	3,8	2,6	61	19%	3 750 €

Source : Institut économique Molinari à partir de données OCDE (encours en 2018 ou dernier encours connu et rendement moyen annuel sur les 10 dernières années).

En France, il manque 67 % du PIB en épargne retraite ou en réserves des régimes de retraite par répartition, par rapport à la moyenne de l'OCDE en 2018.

Cela génère un manque à gagner de 2,6 points de PIB par an. Chaque année cela équivaut à 61 milliards d'euros, 19 % des retraites ou 3 750 euros par retraité.

NOTES

¹ MARQUES Nicolas, PHILIPPE Cécile (2019), *Retraites françaises, sortir de l'impasse, préparer l'avenir*,

Institut économique Molinari, Paris-Bruxelles, décembre, 68 pages

PUBLICATIONS RECENTES DE L'INSTITUT ECONOMIQUE MOLINARI

MARQUES Nicolas et PHILIPPE Cécile (2020), *Le partage de la contribution sociale et fiscale des entreprises du CAC 40 français en 2019... 267 milliards pour les salariés, 80 milliards pour les États et 42 milliards nets d'impôts pour les actionnaires*, 3^{ème} édition, juin, 52 pages.

MARQUES Nicolas, PHILIPPE Cécile (2019), *Retraites françaises, sortir de l'impasse, préparer l'avenir*, décembre, 68 pages.

BENTATA Pierre (2019), *Education la France peut mieux faire, évaluation de l'efficacité du système d'éducation et de formation en France*, décembre, 36 pages.

MARQUES Nicolas, PHILIPPE Cécile (2019), *Le jour où les Etats de l'Union européenne ont dépensé toutes leurs recettes annuelles*, 5^{ème} édition, 2019, 36 pages.

SNOWDON Christopher (2019), *L'indicateur des Etats moralisateurs au sein l'Union européenne. Le classement des pays de l'UE en fonction des interdits sur le tabac au sens large, l'alcool, l'alimentation et les boissons*, novembre, 62 pages.

MARQUES Nicolas, PHILIPPE Cécile (2019), *La fiscalité sur les carburants et les cigarettes*, octobre, 36 pages.

VAN DEN HAUWE Ludwig (2019), *Que penser de la Libra la cryptomonnaie de Facebook*, octobre, 16 pages.

PHILIPPE Cécile, MARQUES Nicolas, ROGERS James (2019), *La pression sociale et fiscale réelle du salarié moyen au sein de l'UE*, 10^{ème} édition, juillet, 42 pages.

MARQUES Nicolas (2019), *La taxation française des services numériques, un constat erroné, des effets pervers*, mars, 58 pages.

L'INSTITUT ECONOMIQUE MOLINARI (Paris-Bruxelles) est un organisme de recherche et d'éducation dont la mission est de favoriser une meilleure compréhension des phénomènes et défis économiques, en les rendant accessible au grand public. A cet effet, il effectue des recherches **scientifiques**, organise des cercles de réflexion, édite des publications, propose des formations et toutes formes d'enseignement en ce sens.

Ses travaux contribuent à stimuler l'émergence de nouveaux consensus, en proposant une analyse économique des politiques publiques illustrant l'intérêt de réglementations et de fiscalités plus clémentes.

L'IEM est une organisation à but non lucratif, financée par les cotisations volontaires de ses membres, individus, fondations ou entreprises. Affirmant son indépendance intellectuelle, il n'accepte aucune subvention publique.

Contact : postmaster@institutmolinari.org

Site Internet : www.institutmolinari.org

Dernière mise à jour de ce point : 9 juin 2020

Des idées pour
un avenir prospère

